

Retraite, retraites

JEAN-MARC DANIEL

Au-delà du débat sur les retraites, c'est le risque de déclin qui menace la France. Non pas du fait d'un risque de disparition face aux économies des pays émergents, mais parce que, bien moins que ses voisins, elle n'arrive à générer la richesse que provoquera la croissance.

Le débat sur les retraites s'est terminé par une retraite sur le débat menée de façon confuse par les organisations syndicales. Force est de souligner néanmoins l'habileté des dirigeants syndicaux qui, dans un combat perdu d'avance, ont su conclure en évitant le ridicule.

Il faut dire que, sur le fond, le refus de la réforme était difficile à défendre. La France est le pays de l'OCDE où la durée de vie à la retraite est la plus longue (quatre ans de plus que la moyenne), et l'on voit mal par quel miracle elle aurait pu garder un âge de départ qui aurait été le plus favorable des pays vieillissants. D'ailleurs, plutôt que de contester l'évidence de la nécessité de la réforme, les opposants se sont focalisés sur l'idée que la réforme n'était pas « juste ». Engageant ainsi un vaste débat dont les tenants et les aboutissants vont au-delà du dossier des retraites. Définir une société juste ou, de façon plus précise, une fiscalité juste est un travail auquel se sont attelés bien des penseurs depuis bien des siècles et ce n'est pas autour de l'âge de départ à la retraite que l'on tranchera l'affaire.

Retour à Maurice Thorez

Plus intéressant peut-être dans ce qui s'est passé fut la réintroduction de la célèbre formule de Maurice Thorez au moment des grèves de 1936 sur la nécessité de savoir arrêter une grève. Certes, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, à qui on l'a répétée à l'envi, avait beau jeu de préciser que cette nécessité était conditionnée, dans l'article de Maurice Thorez, par le fait d'obtenir satisfaction. En outre, il aurait pu rappeler que le mouvement était d'une ampleur sans commune mesure avec celui de 1936. Les grèves de 2010 auront moins affecté l'économie que celles de 1995, année où la conflictualité sociale était restée bien inférieure à la moyenne des années 1970.

Néanmoins il faut être honnête : ceux qui, sous une forme ou une autre, sont allés chercher les propos de Maurice Thorez auraient dû remarquer que l'article dans lequel il affirmait la nécessité de terminer une grève se concluait par « Tout n'est pas possible ». Et, selon lui, n'était pas possible toute revendication.

cation affaiblissant la France face à la menace hitlérienne.

Aujourd'hui, cette menace a disparu mais tout n'est pas possible pour autant. Notamment sur le plan économique et social face à la menace du déclin. Il n'est pas question ici de reprendre les poncifs à la mode sur la disparition de notre économie emportée par la concurrence chinoise ou brésilienne. La « sinobéatitude » comme la « brésilâtrie » trouveront bien vite leur limite. Il est question simplement de constater les difficultés de notre économie, difficultés qui ne sont pas celles de nos voisins et concurrents immédiats. Il est patent qu'avec des finances publiques en meilleure situation que les nôtres, l'Allemagne, dont les conditions de production sont comparables aux nôtres, a repris le sentier de la croissance. Quant à l'Italie, de septembre 2009 à septembre 2010, la production industrielle y a progressé de 10 %, ce qui continue à creuser l'écart en sa faveur par rapport à notre industrie.

« Tout n'est pas possible »

« Tout n'est pas possible » parce que l'on ne redistribue que ce que l'on produit. Le message de la vulgate keynésienne qui affirme que la dépense fait la richesse se heurte désormais non seulement au bon sens populaire mais également à l'expérience : c'est la richesse qui permet la dépense et non l'inverse, c'est la croissance qui autorise un État providence généreux et des retraites accep-

tables – « justes ». Or la croissance suppose de ne pas étouffer la production sous le poids de la dépense publique, des cotisations sociales et de transferts sans limites.

Ce qui doit rester du mouvement sur les retraites, c'est que le doute subsiste dans une large part de la population sur l'orientation prise dans les réformes. Si tout n'est pas possible, tout n'est pas non plus acceptable. Néanmoins, ainsi que nous le répétons régulièrement ici, la croissance est possible, la croissance est souhaitable, l'effort à fournir est indispensable ; l'enjeu paraît de plus en plus de le faire comprendre. Mais le meilleur moyen n'est pas d'appeler à sans cesse plus de pédagogie ; il est bel et bien d'obtenir des résultats. C'est-à-dire de fournir aux entreprises les moyens leur permettant de créer la richesse dont nous avons besoin en allégeant fortement et durablement leurs charges. C'est alors que beaucoup deviendra possible...